

Dans le budget 2024, les structures se font attendre

La baisse des dépenses de l'État annoncée par Bercy traduit s

JULIE RUIZ PEREZ @julierrezperez

COMPTES PUBLICS « Inédit », « historique », « une première », à Bercy - et ailleurs dans la majorité, d'ailleurs -, on ne manque pas de laudatifs pour s'enthousiasmer de la baisse de dépenses de l'État prévue dans le « tiré à part » - ce document budgétaire qui fixe les plafonds d'évolution des crédits pour chaque mission de l'État - transmis aux parlementaires dimanche. Ce rapport, qui consigne l'état des arbitrages du gouvernement pour la loi de finances 2024, affiche ainsi fièrement un plafond prévisionnel de dépenses de 428,8 milliards, une enveloppe en baisse de plus de 4 milliards par rapport à celle votée à l'automne dernier.

La plongée dans les chiffres montre une réalité plus contrastée, en dissonance avec la petite musique du sérieux budgétaire jouée par Bercy depuis des mois. La principale source d'économies provient de la fin du bouclier énergétique, déjà annoncée depuis des semaines. L'année prochaine, le gouvernement compte économiser quelque 14 milliards sur ce poste grâce à la résorption de la crise des prix de l'énergie. Pour la même raison, « la mission économie » de l'État verra son budget reculer de 3,6 milliards avec la fin du guichet d'accompagnement pour les entreprises très consommatrices d'énergies. À cela s'ajoute une baisse de 3 milliards liée à la sortie du plan de relance, qui était par nature temporaire.

Hors aides et subventions liées aux prix de l'énergie et hors plan de relance, les dépenses de l'État augmenteront de 3% en valeur

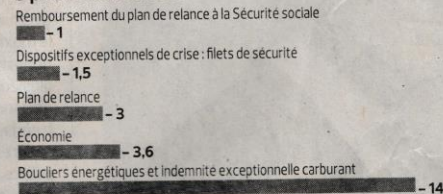
Vers une réduction des dépenses de l'État

VARIATIONS ENTRE LES PLAFONDS PRÉVISIONNELS POUR 2024 ET LA LOI DE FINANCE 2023*, en milliards d'euros

5 plus fortes hausses



5 plus fortes baisses



*hors CAS Pensions, charges de la dette

**hors boucliers énergétiques et indemnité exceptionnelle carburant

Source: ministère des Finances

en 2024, selon les calculs de François Ecalte, expert des finances publiques et fondateur de Fipeco. Ainsi, même en tenant compte de l'inflation « au-dessus de 2% en 2024 » sur laquelle table Bercy, les dépenses de l'État continuent de croître structurellement. « C'est un début de fin du "quoi qu'il en coûte", mais pour ce qui est des véritables économies promises, on n'en trouve pas trace », regrette Véronique Louwagie, députée LR vice-présidente de la commission des finances. « Arrêter les dispositifs de crise, ce n'est déjà pas aussi simple et naturel qu'on peut le penser », répond le rapporteur général du budget,

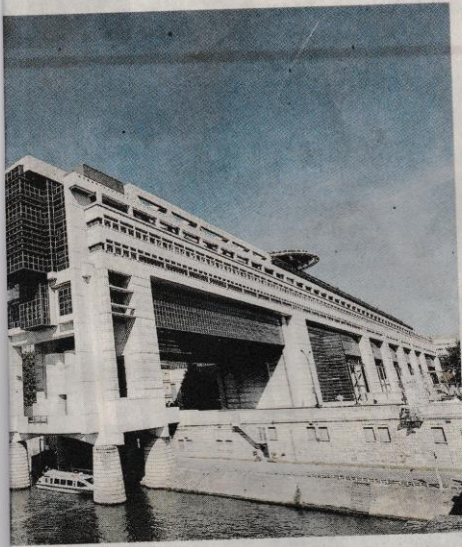
Jean-René Cazeneuve. D'autant que des économies sont prévues pour absorber l'inflation et dégager des financements pour nos priorités, comme l'écologie, par exemple. » La première ministre a, en effet, annoncé récemment que les crédits alloués à la transition écologique augmenteraient de 7 milliards pour 2024. Le fonds vert de soutien aux collectivités territoriales, quant à lui, bénéficiera de 1,3 milliard de plus. Pour les mieux lotis, l'enseignement scolaire voit ses crédits augmenter de 3,9 milliards d'euros par rapport à l'an dernier, et le plafond prévisionnel de la Défense est relevé de 3,3 milliards d'euros. Glo-

Infographie LE FIGARO



économies rendre

surtout la fin des mesures de crise.



bablement, les ministères dont les crédits sont maintenus ou augmentés sont plus nombreux que ceux de se serrer la ceinture. « On peut craindre qu'en suivant cette logique, le gouvernement ne parvienne pas à tenir l'objectif de réduction du déficit public à 4,4 % sur lequel il s'est engagé pour 2024 ; il ne faut pas négliger la morosité du climat économique, qui risque de créer des dépenses sociales et de réduire les recettes », s'inquiète François Ecalle.

Mais, Bercy l'assure, ces objectifs seront atteints, notamment par « la mise en œuvre des mesures d'économies identifiées par la revue des dépenses ». Mais là, contrairement

Le rapport de Bercy consigne l'état des arbitrages de l'exécutif pour la loi de finances 2024. Il affiche un plafond prévisionnel de dépenses de 428,8 milliards, ce qui représente une baisse de plus de 4 milliards.

JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO

aux budgets en augmentation, les contours demeurent assez flous. Sur le logement, par exemple, le gouvernement espère réaliser, avec la fin du Pinel et le recentrage du PTZ, une économie de 2,3 milliards « à terme », selon l'expression de Gabriel Attal dans *Les Échos*, sans préciser le montant de l'économie espérée en 2024.

Dépenses de santé

C'est aussi « à terme » que des économies sont attendues au ministère du Travail, notamment sur la prise en charge des coûts CFA dans l'apprentissage et les aides aux contrats aidés qui devraient revenir à leur niveau de 2019. Bruno Le Maire s'est aussi engagé à supprimer certaines niches fiscales brunes », mais cela apparaîtra dans les recettes dont les détails seront donnés à la rentrée », précise Jean-René Cazeneuve.

Gros gisement d'économies potentielles, les dépenses de santé devraient aussi être rabotées, grâce aux actions menées pour freiner l'explosion des arrêts maladies. Le gouvernement indique également qu'il étudie des « pistes » pour réduire les dépenses de médicaments. Bercy affirme qu'il n'y a « pas encore d'objectif chiffré » pour ces économies qui se retrouveront dans le projet de loi de finances de la Sécurité sociale, lui aussi voté à l'automne. Mais, une chose est sûre, il faudra que ces mesures soient fortes si le gouvernement veut rentrer dans les clous des 15 milliards d'euros d'économies pour l'ensemble de la dépense publique (Etat, collectivités et Sécurité sociale) qu'il s'est fixé pour 2024. ■

ca
ent
te
la
la
a
le
-
t
-
s

af.